



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHÉ A PROCÉDURE ADAPTÉE N° 2026-01

**Objet du marché :
REMPLACEMENT DU TABLEAU GENERAL BASSE TENSION
SITE DE BESANCON**

Identification du pouvoir adjudicateur
UIOSS DU DOUBS
2 rue Denis PAPIN - BP 1467
25008 BESANCON Cedex

**DATE ET HEURE LIMITES
DE RECEPTION DES OFFRES :**

**LE LUNDI 2 MARS 2026
A 12 HEURES**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 : EXÉCUTION DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 4 : MODALITÉS RELATIVES AUX PRIX	7
ARTICLE 5 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	9
ARTICLE 6 : PÉNALITÉS.....	11
ARTICLE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES AU CANDIDAT.....	12
ARTICLE 8 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	13
ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	15
ARTICLE 10 : LITIGE.....	16
ARTICLE 11 : RESILIATION DU MARCHÉ.....	16
ARTICLE 12 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	17

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet le remplacement du tableau général basse tension (TGBT) de l'Union immobilière et une amélioration des infrastructures directement liées pour son site de Besançon, situé au 2 rue Denis Papin.

Les travaux sont à réaliser en site occupé.

La description des travaux est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le marché comprend deux prestations supplémentaires éventuelles, la PSE n°01 « Remplacement du transformateur » (article 4 du CCTP) et la PSE n°02 « Batterie de condensateur » (article 5 du CCTP), chiffrées obligatoirement par les candidats et susceptibles d'être retenues ou non lors de l'attribution sans ouvrir droit à indemnité.

La passation de ce marché est conditionnée à l'obtention des crédits budgétaires alloués à cette opération par la caisse nationale d'allocations familiales (mars 2026).

1.2 PARTIES CONTRACTANTES

1.2.1 Les parties contractantes sont :

D'une part :

Madame Marie RAPPY, Directrice de l'UIOSS du Doubs- 2 rue Denis PAPIN, BP 1467 25008 BESANCON Cedex

et désignée dans le présent CCAP par l'expression « *l'Union immobilière* » ;

D'autre part :

Le titulaire du marché qui conclut le marché avec l'Union immobilière et désigné dans le présent CCAP par l'expression « le titulaire ».

1.2.2 Le comptable assignataire est le Directeur financier et comptable de l'UIOSS du Doubs.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessous :

Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement (**formulaire ATTRI 1**),
 - La décomposition du prix global et forfaitaire (**DPGF**),
 - Le cadre de mémoire technique rempli (document obligatoire)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (**CCAP**),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (**CCTP**),
- Le planning prévisionnel
- Le plan de phasage

- Schéma existant du TGBT
- Plan du poste de transformation
- Schéma de principe basse tension de l'existant

Pièces générales :

- Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019
- C.C.A.G. applicable est le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (**CCAG-T**) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Arrêté du 19 juillet 2018, portant réglementation sur les marchés passés par les Organismes de Sécurité Sociale.

Le CCAG-T bien que matériellement non joint au marché, est réputé parfaitement connu des parties.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du Titulaire puis durant l'exécution du marché n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché.

Toute clause limitative de responsabilité du Titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Les exemplaires conservés par l'Union immobilière du Doubs font seuls foi en cas de litiges.

Cette liste n'est pas exhaustive, le candidat s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation ayant trait à sa profession ainsi que les règles du code du travail.

En cas de sous-traitant, le formulaire DC 4 sera à utiliser (site du MINEFI).

Nota : le(s) sous-traitant(s) devra alors fournir les formulaires DC1, DC2 et ATTR11 le concernant.

ARTICLE 3 : EXECUTION DE LA PRESTATION

3.1 DELAI D'EXECUTION

Le marché prendra effet à sa date de notification soit le **23 mars 2026** au plus tard pour une durée maximale de 6 mois sauf pour les PSE dont les délais contractuels seront définis en fonction des délais d'approvisionnement.

Le planning prévisionnel détaillé sera à présenter lors de la réunion d'ouverture de chantier

Les travaux seront réalisés en site occupé, pendant les heures ouvrables du bâtiment, de 7h à 19h.

Les coupures électriques impactant le fonctionnement du bâtiment administratif ou du restaurant, devront avoir lieu après 17h pour le bâtiment administratif et après 15h pour le restaurant (excepté si une réunion se tient dans la salle en-dessous). Pour les travaux nécessitant une coupure longue, ils devront se réaliser le week-end.

Les travaux à nuisance sonore importante seront à effectuer le week-end ou en semaine après 17h, avec accord préalable de l'UIOSS.

Par dérogation aux articles 46.2.1 et 46.2.2 du CCAG travaux, le Titulaire n'a pas le droit d'obtenir la résiliation du marché pour retard dans la notification du démarrage des travaux.

3.2 Intervenants

Conduite d'opérations :

La conduite d'opérations est assurée par l'Union immobilière

Contrôle technique

La mission de contrôleur technique pour cette opération sera assurée par :

EMERAUDE PREVENTION INSPECTION

44 rue du grand Jardin

35400 Saint Malo

Le titulaire de la mission est représenté par : Alexandre Montrichard

Mission d'accompagnement

La mission d'accompagnement sera assurée par :

Bureau d'études techniques BELLUCCI

54 RUE DU Gay

25220 CHALEZEULE

Représenté par Sébastien BARBOUSSAT

Le bureau d'études accompagnera l'Union immobilière sur les missions suivantes :

Assistance direction des travaux :

- En phase préparation et lancement : organisation générale et planification des travaux.
- En phase exécution des travaux : visites de chantier
- Etablissement de comptes-rendus à l'issue de chacune de ces réunions et visites de chantier.
- Assistance pour la vérification des situations et mémoires en cas de litiges

Assistance Réception des travaux :

- Assistance lors des opérations préalables à la réception des travaux.
- Proposition au Maître de l'Ouvrage pour la réception des travaux
- Assistance en cas de désordres éventuels intervenant durant la période de l'année de garantie.
- Constitution et remise au Maître de l'Ouvrage, en fin de travaux, du dossier des ouvrages exécutés comprenant les plans d'ensemble d'exécution, les schémas électriques et de principe de fonctionnement des installations, les plans de détails, les notices d'exploitation

3.3. Préparation et coordination des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 4 semaines.

Cette période débute à compter de la notification du marché.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 1 mois au plus tard après la notification du marché.

3.4 Convocation du Titulaire – Rendez-vous de chantier

Le Titulaire ou son représentant (ayant tout pouvoir de décision) se rend sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

3.5 Contrôle et réception des travaux

3.5.1. Réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Si la réception est prononcée avec des réserves à caractère esthétique, le Titulaire à 15 jours pour lever les réserves.

En revanche si les réserves prononcées par le pouvoir adjudicateur ont un caractère bloquant, le Titulaire s'oblige à lever les dites réserves dans un délai imparti.

Passé ces délais, le pouvoir adjudicateur aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour le compte du Titulaire défaillant. A l'achèvement des travaux, l'installateur demandera la levée des réserves.

3.5.2. Garanties

Le Titulaire du présent marché doit trois types de garantie :

- La garantie de parfait achèvement
- La garantie biennale
- Les garanties conventionnelles

Chaque délai de garantie commence à courir à compter de la date d'effet de la réception des travaux ou ouvrages.

GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT :

La durée de garantie de parfait achèvement est fixée pour tous les travaux et ouvrages à 1 an.

Au titre de cette obligation, le Titulaire doit en particulier :

- Remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprise des imperfections constatées,
- Exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

Ce délai de garantie pourra être prolongé sur décision du pouvoir adjudicateur dans les conditions définies par l'article 44-2 du CCAG-Travaux.

GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT :

La durée de garantie de bon fonctionnement est fixée à deux ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage, d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

GARANTIES CONVENTIONNELLES :

L'entreprise titulaire devra faire bénéficier le pouvoir adjudicateur des garanties conventionnelles des matériels, requis pour l'exécution du présent marché, prévues par le fabricant ou le fournisseur de ceux-ci.

Il peut également souscrire une garantie financière, garantie à 1ère demande.

3.6 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- - une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

L'entrepreneur est en charge de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 4 : MODALITES RELATIVES AUX PRIX

4.1 Répartition des paiements

L'Acte d'Engagement (Attri1) indique ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire et à ses sous-traitants.

Délais de paiement :

En vertu de l'article 37 de la loi n°2013-100 du 28 Janvier 2013 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception par l'Union immobilière du décompte général et définitif établi par le Titulaire à condition que ce décompte ne soit pas contesté par l'Union immobilière.

Le mode de règlement choisi est le virement.

Monnaie : l'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

En cas dépassement du délai contractuel, des intérêts moratoires seront appliqués calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorée de huit points de pourcentage et ce à compter du jour suivant l'expiration du délai. L'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixée à 40 euros.

4.2 Contenu des prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Les prix du marché sont réputés comprendre tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux, et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux, notamment :

- Les échafaudages et dispositifs de sécurité,
- Les frais de main d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.),
- Les frais d'assurances et d'accidents,
- Les frais d'études et de reproduction de documents,
- Les frais de protection des zones de chantier (contre poussières...),
- Les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (une fois par semaine au minimum),
- Les frais de chantier, frais généraux et bénéfice,
- Les frais d'enlèvement de déchets et leur transport à la benne,
- Les frais de déplacement, missions de toute nature
- Les frais liés à la réception du chantier

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Le prix porté à l'Acte d'Engagement s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux ou rattachés à ceux-ci par les documents de la consultation.

Sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de la consultation, sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le Titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix, toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détails nécessaires à une parfaite définition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

Dès la consultation du dossier, et avant la remise de l'Acte d'Engagement, le Titulaire prendra soin de signaler par écrit l'Union immobilière toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue. En aucun cas, le Titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du C.C.T.P. ou des plans pour justifier une demande de supplément.

De plus, il est bien précisé qu'il suffit qu'un ouvrage ou partie d'ouvrage soit indiqué dans l'une des pièces du marché pour que le Titulaire en doive l'exécution.

Le taux de TVA est celui en vigueur au moment de la signature du marché. Tout changement dans le taux qui affecterait le présent marché, fera l'objet d'une modification du marché qui actera les conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

4.3 Décomposition du prix

Le candidat est tenu de joindre à son Acte d'Engagement, la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dûment signé.

Lors de la signature du marché, ce document sera visé par l'Union immobilière.

4.4 Base de règlement des comptes – travaux non prévus

En application de l'article 9 du CCAG-Travaux, les comptes seront réglés d'après le Prix Global et Forfaitaire du marché.

Le prix ainsi obtenu sera augmenté ou diminué du montant des travaux exécutés en plus ou en moins sur demande de l'Union immobilière postérieure à la notification du marché.

Le marché initial ne pourra être modifié, en plus ou en moins, que dans la limite de 5 % du forfait ; au-delà, un avenant devra intervenir.

La limite de 5 % s'obtient non par différence de la valeur des prestations, mais par cumul des travaux en plus et en moins.

Les travaux non prévus seront réglés en application de l'article 13 du CCAG -Travaux.

En application de l'article 11.5 du CCAG-Travaux, les travaux non prévus au marché et susceptibles de se trouver cachés, inaccessibles ou incontrôlables après exécution devront faire l'objet d'attachements journaliers écrits et figurés, établis par le Titulaire, et visés par l'Union immobilière.

Faute d'avoir satisfait à cette obligation, aucun règlement ne pourra être effectué à ce titre.

Lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen et à 15 % du montant du marché initial, le marché peut être modifié, conformément à l'article R2194-8 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019.

Les augmentations ou diminutions dans la masse des travaux et le changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages seront réglés conformément aux articles 13, 14 et 15 du CCAG-Travaux.

En application de l'article 14.2.1 du CCAG et sous réserve de l'application de l'article 14.2.2, le Titulaire est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation de la masse des travaux qui peut résulter de sujétions techniques ou d'insuffisance des quantités prévues ou de toute autre cause de dépassement.

4.5 Actualisation des prix

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire, définitif et ferme actualisable.

Le Titulaire pourra demander l'actualisation de son prix si un délai de trois mois s'écoule entre la date qui fixe son prix dans l'offre (acte d'engagement) et la date de début d'exécution des prestations, en appliquant la formule suivante :

$$P = P_o * (0.125 + 0.875 \text{ BT01n} / \text{BT01o})$$

P= prix révisé HT

P_o= prix initial du marché HT

BT01n=dernier indice connu au moment de la révision

BT01o=indice correspondant au mois de remise des offres

Le candidat portera la formule d'actualisation des prix sur sa facture, qui sera au préalable validé par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation avec l'article 10.5 du CCAG, le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur lorsque la quatrième décimale sera égale ou supérieure à 5, et au millième inférieur dans le cas contraire.

ARTICLE 5 : CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Avance

Il sera fait application des articles R.2191-3 et suivants, du code de la commande publique.

L'Union immobilière autorise le Titulaire à bénéficier d'une avance de 30% calculée sur le montant initial du marché, diminuée du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le Titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde. En tout état de cause le remboursement est terminé lorsque le montant des prestations du Titulaire a atteint 80% du montant, toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Nantissement et cession de créance

Il sera fait application des articles R.2191-52 et suivants du code précité.

Si le Titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le pouvoir adjudicateur qui lui communique :

1° Soit une copie de l'original du marché revêtue d'une mention signée par le pouvoir adjudicateur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché ;

2° Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle et dématérialisé selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé de l'économie.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement.

Dans le cas où le marché est attribué à un groupement conjoint d'opérateurs économiques, il est délivré à chaque opérateur économique un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité limité au montant des prestations qui lui sont confiées.

Dans le cas d'un marché attribué à un groupement solidaire d'opérateurs économiques, il est délivré un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité au nom du groupement, dès lors que les prestations réalisées par les entreprises ne sont pas individualisées. Si les prestations sont individualisées, les dispositions de l'article R. 2191-52 du code précité s'appliquent.

Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire. Ce bénéficiaire encaisse seul, à compter de cette notification ou signification au comptable, le montant de la créance ou de la part de créance qui lui a été cédée ou donnée en nantissement.

En cas de sous-traitance, le sous-traitant peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

La copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité prévu à l'article R. 2191-46 ou, le cas échéant, de l'acte spécial prévu à l'article R. 2193-4 désignant un sous-traitant admis au paiement direct, est remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct.

ARTICLE 6 : PENALITES

6.1 Délais d'exécution non respectés :

Le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution et le planning défini conjointement avec l'Union immobilière, en amont du démarrage du chantier.

Seuls les retards fautifs donneront lieu à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par l'Union immobilière. Si le Titulaire est empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître à l'Union immobilière dans les 48 heures.

Des retenues provisoires d'un montant de 300 euros HT par jour calendaire (dimanche et jours fériés compris) seront appliquées si des retards sont constatés aussi bien en ce qui concerne l'avancement des travaux que la remise des études, plans de réservation, etc.

Ces retenues provisoires pourront être levées si la fin du délai d'exécution du marché a été respectée.

6.2. En cours de chantier lié au nettoyage

En cours de chantier, dans le délai contractuel, le Titulaire doit procéder aux divers nettoyages de chantier dans la zone dans le cadre de ses prestations qui lui a été attribué. Un contrôle hebdomadaire sera effectué et donnera lieu à l'application de pénalités s'il est constaté par le pouvoir adjudicateur des désordres.

En cas de non-exécution, il sera appliqué une pénalité de 300 euros HT par jour calendaire de défaut d'exécution.

6.3. Fin de chantier

A la fin des travaux, dans le délai contractuel, le Titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du Titulaire après mise en demeure, sans préjudice d'application de la pénalité de retard prévue ci-dessus.

6.4. Rendez-vous de chantier

Des rendez-vous de chantier seront programmées selon les besoins.

Dès notification de son marché, le Titulaire est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier ou de se faire représenter par une personne compétente, capable de prendre des décisions et d'engager l'entreprise.

6.5. Non remise des documents d'ouvrages exécutés (DOE)

A la fin des travaux, dans un délai contractuel de 2 semaines (jours ouvrables), le Titulaire devra avoir fourni ses documents d'ouvrages exécutés tels que décrit à l'article 1.8.3 du CCTP.

En cas de non-exécution, il sera appliqué une pénalité prélevée sur le décompte mensuel d'un montant de 300 euros HT.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES AU CANDIDAT

7.1 Sous-traitance

Les règles appliquées en matière de sous-traitance sont décrites aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

Le Titulaire du marché qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché devra en faire la demande à l'Union immobilière conformément aux dispositions des articles R. 2193-4 et suivants du Code de la commande publique.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

La sous-traitance de certaines parties du marché est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'Union immobilière et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le Titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le présent marché sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de l'Union immobilière.

7.2 Changement dans la situation du Titulaire

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Union immobilière, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire. Le nouveau Titulaire doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité du marché.

L'Union immobilière vérifie que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché.

7.3. Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaires.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié à l'Union immobilière par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Union immobilière adresse à l'administrateur ou liquidateur une mise en demeure, lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de cette mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci par l'administrateur ou le liquidateur.

7.4. Obligation de discrétion et de réserve

Sans préjudice de l'application de l'article 5, du CCAG-TIC et dans le cadre des dispositions prises par l'Union immobilière, le Titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires relatives à la protection du secret.

Le Titulaire qui, à l'occasion de la livraison, de la fourniture ou de l'exécution du service et du présent marché a reçu ou obtenu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents, techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant à l'Union immobilière ou aux occupants du site, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'émetteur ou de l'Organisme, être communiqués à d'autres personnes.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'Union immobilière ou la personne affectée peut prétendre. En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent contrat.

7.5. Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve de la plus grande correction.

Le Titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité.

Il sera notamment interdit au personnel du Titulaire :

- De prendre des repas ou casse-croûte à l'intérieur des locaux,
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque sur le lieu de travail et ses dépendances,
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise,
- De fumer en intérieur.

ARTICLE 8 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

8.1. Régularité du Titulaire

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail.

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le Titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimal (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le Titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le Titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant le marché, le Titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions, ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle, sur les sites, du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par l'Union immobilière.

8.2. Régularité de la situation du Titulaire

Dans le respect de l'article R2143-3 du code de la commande publique, dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D 8222-5 du code du travail, la personne publique se fait remettre, par le Titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a)** Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b)** Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c)** Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d)** Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le Titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le Titulaire devra adresser au pouvoir adjudicateur tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus.

8.3. Sanctions en cas d'irrégularités constatées

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, dans les cas suivants :

- a)** en cas de non remise des documents mentionnés à l'article ci-dessus,
- b)** en cas d'absence de régularisation de sa situation irrégulière suite au signalement par un agent de contrôle auprès de la personne publique,

La personne publique peut soit :

- Appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du Code du travail, dont le montant est fixé à 5% du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail,
- Résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

Dans le cas a), une mise en demeure est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle est assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, à compter de la date de sa notification. A défaut de fourniture des documents, la personne publique prend une décision de résiliation dont la date est précisée dans le courrier de résiliation, ou applique les pénalités.

Dans le cas b), la procédure suivie est celle décrite à l'article L.8222-6 du code du travail.

ARTICLE 9 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- La finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- Les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- Les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;

- Les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- La durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Dans le cas où l'entreprise attributaire du présent marché s'engage à sous-traiter pour partie son contrat, et conformément à l'article 28 du règlement européen sur la protection des données, le sous-traitant doit présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du présent règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Les documents particuliers du marché précisent également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 50.

ARTICLE 10 : LITIGE

Pour tout différend ou litige concernant l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché qui ne pourrait être réglé à l'amiable ou par voie d'arbitrage tel qu'il est prévu par le livre IV du nouveau code de procédure civile, attribution de compétence est faite au Tribunal judiciaire de Besançon, étant entendu que le droit français est seul applicable et les tribunaux français les seuls compétents.

Tribunal Judiciaire de Besançon
1 Rue Megevand
25 000 BESANCON
Tél. 03 81 65 13 00

ARTICLE 11 : RESILIATION DU MARCHE

L'Organisme se réserve le droit de mettre un terme au marché pour les motifs suivants :

- La résiliation de plein droit, n'ouvrant à aucun droit à indemnité :

Ce type de résiliation intervient en cas de force majeure ou de disparition du Titulaire du marché (décès, faillite ou incapacité civile). Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

- La résiliation pour motif d'intérêt général :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché pour motif d'intérêt général, notamment après constatation évidente de la disparition du besoin remettant en question l'exécution de la prestation. Cette résiliation peut également être la résultante de garanties insuffisantes de la part du Titulaire pour remplir ses obligations.

Dans ce cas, le Titulaire a droit à une indemnité prenant en compte les dépenses engagées ainsi que le gain manqué. Le montant de ce dédommagement sera négocié par les parties et donnera lieu à la conclusion d'une transaction.

- La résiliation pour faute du Titulaire

Outre les cas énumérés au chapitre 6 du CCAG-T, le marché sera résilié au tort du Titulaire en cas de non-respect des obligations en termes de lutte contre le travail dissimulé ; et en cas de non-respect des dispositions du cahier des charges.

L'Union immobilière optera soit pour une résiliation simple soit pour une résiliation aux frais et risques du Titulaire. Dans ce dernier cas, à l'issue de l'article 46 du CCAG-T, le pouvoir adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché sera à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

Dans tous les cas, le présent marché ne sera résilié qu'après que la mise en demeure du Titulaire de satisfaire à ses obligations ou de présenter ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la notification de cette mise en demeure.

La mise en demeure restée sans effet entraîne de plein droit la résiliation du marché. Le Titulaire se verra adresser une décision de résiliation comportant les motifs, le type de résiliation et sa date d'effet.

ARTICLE 12 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG travaux.

L'article 4 déroge aux articles 9.4.3 et 9.4.4 du CCAG travaux.

L'article 4.5 déroge à l'article 10.5 du CCAG travaux.

L'article 3.1 déroge à l'article 19, 50.2.1 et 50.2.2 du CCAG travaux.

L'article 6 déroge à l'article 19 du CCAG travaux.

L'article 11 déroge aux articles 50.2.1 et 50. 4 du CCAG travaux